



L'élection de Donald Trump devrait renforcer l'attractivité des actifs américains, où plusieurs facteurs favorables se conjuguent pour dynamiser cette zone.

*En plus de la **marge de manœuvre en politique monétaire**, du **développement de l'intelligence artificielle dans les entreprises** et du **maintien d'une forte consommation des ménages**, malgré les niveaux actuels des taux d'intérêt, les mesures économiques et fiscales promises par le candidat Trump pourraient stimuler encore davantage l'économie locale.*

David TAIEB, Chief Investment Officer - Listed Assets (CIO)

ESSENTIEL



Croissance

La **croissance du P.I.B. mondial** devrait se situer **autour de +3,3 % en 2024**, contre +3,1 % en 2023. Cette progression s'explique par les retombées positives de l'assouplissement progressif des politiques monétaires des grandes banques centrales. En revanche, l'environnement géopolitique reste la principale zone d'ombre sur la conjoncture mondiale.



Inflation

La **désinflation mondiale s'accélère de nouveau**, notamment dans les pays développés. Celle-ci est **plus lente en Europe** qu'aux États-Unis, en raison de la progression toujours robuste des salaires et des prix dans les services. En France, après un ralentissement des prix à la consommation à +1,1 % en septembre, l'inflation annuelle s'est stabilisée à +1,2 % le mois dernier selon l'Insee.



Politique monétaire

Grâce à une **inflation tombée sous les 2 % dans la zone euro**, la BCE a réduit ses taux directeurs de 25 pb en octobre. De **nouvelles baisses devraient être annoncées**. Aux États-Unis, la Fed a amorcé sa détente monétaire avec une baisse de 50 pb en septembre, avant une nouvelle baisse de 25 pb ce mois-ci. Le consensus table sur une pause jusqu'à la fin de l'année.



DURABLE

COP16 Biodiversité : une COP décevante face à l'importance des enjeux



Astrid LIEDES,
*Analyste ESG
Listed Assets*

En 2022, la **COP15 biodiversité** avait conclu l'**accord Kunming-Montréal**, fixant le cadre mondial de conservation de la biodiversité et qui engage notamment les pays à mettre sous protection 30 % des terres et des océans d'ici 2030.

Deux ans plus tard, la **COP16**, qui s'est achevée le 1er novembre, avait pour objectif de **traduire ces engagements en actions concrètes**. Cependant, seuls 44 pays sur 196, dont la France, ont soumis leur stratégie nationale sur la biodiversité.

La COP16 devait également décider du cadre de suivi de l'accord Kunming-Montréal afin de **mesurer les progrès de chaque pays en matière de lutte contre l'effondrement de la biodiversité** vis-à-vis de l'objectif mondial. **L'objectif n'a pas été atteint** et aucun accord autour de cet enjeu majeur n'a été conclu.

La COP17 devra donc **faire un bilan des efforts réalisés, mais sans avoir déterminé auparavant les règles et les indicateurs de suivi**.





DURABLE (suite)

COP16 Biodiversité : une COP décevante face à l'importance des enjeux

La **mobilisation des ressources financières** a également constitué un point de blocage important. **Aucune décision n'a été prise sur la mobilisation des 200 milliards de dollars** par an, d'ici 2030, prévue par la COP15. Seul le fonds GBFF, sous l'égide de la Banque Mondiale, a obtenu un montant supplémentaire de 163 millions de dollars par an, afin de soutenir les pays du Sud dans l'atteinte de leurs objectifs de préservation de la biodiversité.

La **COP16 biodiversité n'aura pas été à la hauteur des attentes**, laissant des questions majeures en suspens, bien que quelques progrès aient été réalisés. Ces négociations n'augurent rien de bon pour la COP29 climat, qui est prévue en Azerbaïdjan du 11 au 22 novembre.

L'enjeu de la **chute de la biodiversité n'a pas encore déclenché de réelle prise de conscience** malgré les alertes. La BCE l'avait pourtant fait avec un rapport publié quelques jours avant la COP16, expliquant que **l'économie européenne est menacée par l'érosion de la biodiversité**. Selon la BCE, 72 % des entreprises de la zone euro (environ 3 millions d'entreprises), *"dépendent de manière critique des services éco-systémiques et seront confrontées à d'importants problèmes économiques en raison de la dégradation des écosystèmes"*. Sans ces services éco-systémiques, des secteurs entiers de l'économie européenne ne pourraient plus fonctionner.





TENDANCE

L'assouplissement des politiques monétaires : un soutien à la croissance mondiale

L'**activité économique globale s'est un peu affaiblie au 3e trimestre**. Le PMI composite mondial est ressorti à 52 pour le mois de septembre, en baisse par rapport au 52,8 du mois d'août. Certains pays, comme les États-Unis, le Japon, le Royaume-Uni et le Brésil, ont connu une croissance solide, alors que la zone euro et la Chine ont montré des signes de contraction ou de stagnation.

La **désinflation reprend**, notamment dans les pays développés, et la **récente baisse du prix du pétrole** va accentuer ce phénomène. La **majorité des Banques centrales commencent leur cycle de baisse de taux d'intérêt**, sauf au Japon et au Brésil, ce qui permettra de compenser en partie le durcissement attendu des politiques budgétaires en 2025. Les créations d'emplois ralentissent, mais restent positives avec un taux de chômage toujours extrêmement bas au niveau mondial. La consommation des ménages reste soutenue dans l'ensemble, notamment en Inde, au Brésil et aux États-Unis.

Plus spécifiquement, **l'économie américaine résiste mieux que prévu**. Les chiffres de l'emploi ont été robustes en septembre et le taux d'épargne des ménages remonte, ce qui redonne un potentiel de consommation supplémentaire. Au niveau des entreprises, les publications des comptes trimestriels restent globalement positives.

En **zone euro, l'activité a nettement ralenti durant l'été** : l'industrie est retombée en récession et les services s'affaiblissent ; la consommation des ménages reste en dessous des attentes ; la désinflation est plus laborieuse qu'aux États-Unis ; l'investissement des entreprises chute.





TENDANCE (suite)

L'assouplissement des politiques monétaires : un soutien à la croissance mondiale

En **Chine**, après un début d'année décevant, **la croissance devrait rebondir en fin d'année**, compte tenu des mesures de relance des autorités chinoises, qui comprennent une dimension monétaire, bancaire, immobilière, budgétaire et financière.

Globalement, **le cycle économique reste en expansion**. Dans notre scénario, nous tablons sur une hausse du P.I.B. mondial de 3 % en 2024 et 2025, aidée par la baisse du prix du pétrole, le reflux de l'inflation et l'assouplissement des politiques monétaires.

Avec la **victoire de Donald Trump à la présidentielle américaine et sa majorité au Sénat**, les États-Unis devraient connaître une croissance plus forte, avec un risque inflationniste et des taux d'intérêt plus élevés. Sans majorité au Congrès, la volonté de Donald Trump de mener une guerre commerciale d'ampleur pourrait se heurter à des problématiques juridiques, ou être retardée dans sa mise en œuvre, ce qui pourrait avoir un impact sur les actifs.

Dans ce contexte, **nous ne modifions pas les grands axes de notre allocation d'actifs**. Nous restons neutres sur les actions, et, côté obligataire, nous réfléchissons à remonter la duration des fonds avec la hausse brutale des taux souverains américains et européens.



CONVICTIONS

Tous les mois, notre Comité d'Allocation réunit toutes nos équipes de gestion et fixe nos stratégies d'allocation d'actifs, déclinées ensuite dans la gestion de nos fonds.

ACTIONS



ZONE EURO

Les indices actions européens gardent notre préférence, car le creux conjoncturel est dépassé en Europe et l'assouplissement monétaire alimente un regain d'activité industrielle. Nous restons donc positifs sur les actions de la zone euro qui, selon nous, semblent encore bénéficier d'un *re-rating*.



ÉTATS-UNIS

Dans l'attente de la fin des publications des résultats des entreprises du 3e trimestre, le momentum des investisseurs reste fort pour le marché américain. Nous restons cependant neutres sur les actions américaines, mieux valorisées qu'en Europe.



PAYS ÉMERGENTS

Suite aux mesures de relance annoncées en Chine, nous avons décidé de prendre nos profits sur 50 % de notre exposition aux actions chinoises. Nous restons cependant surexposés aux marchés des pays émergents, notamment le Brésil et la Chine.

OBLIGATIONS



SOUVERAINS

Nous restons neutres sur les obligations souveraines. Malgré le ralentissement de l'inflation mondiale, les assouplissements monétaires ont été limités. La baisse des taux longs sera donc modérée, même si ce recul devrait être un peu plus net dans la zone euro.



CRÉDIT

Nous avons initié une position sur les obligations subordonnées financières. Nous restons globalement surpondérés sur le crédit, notamment sur l'Investment Grade européen.



Évolution des avis par rapport
au mois précédent.



Avis de l'équipe de gestion
sur la classe d'actifs.

CONVICTIONS (suite)



DEVICES EURO/USD

Même si la baisse des taux de la Fed n'a pas affaibli la monnaie américaine, l'euro devrait conserver une tendance haussière face au dollar, en 2025. Nous restons donc surexposés à l'euro par rapport au dollar américain.



MATIÈRES PREMIÈRES

Dans un contexte compliqué, nous maintenons notre prévision d'une remontée des cours du Brent à court terme, entre 80 et 85 dollars le baril. Il s'agit désormais de suivre les déclarations des ministres de l'OPEP, qui se réuniront le 1er décembre prochain.



Évolution des avis par rapport
au mois précédent.



Avis de l'équipe de gestion
sur la classe d'actifs.



Ce document a été produit à titre d'information exclusivement et n'a pas de valeur pré-contractuelle ou contractuelle. La référence à certaines valeurs est donnée à titre d'illustration. Ce document n'a pas pour objectif de promouvoir l'investissement en direct dans ces dernières, et ne constitue ni une recommandation d'achat ou de vente, ni un conseil en investissement de la part de Sienna Gestion. Ce document est la propriété intellectuelle de Sienna Gestion ne peut pas être reproduit, distribué ou publié, en totalité ou en partie, sans l'autorisation préalable écrite de Sienna Gestion. Les performances passées ne préjugent pas des performances à venir. Sienna Gestion s'efforce d'assurer l'exactitude des informations communiquées mais ne peut cependant en garantir l'exhaustivité et décline toute responsabilité en cas d'omission, ou d'erreur dans ces informations. Les analyses présentées reposent sur des hypothèses et des anticipations de Sienna Gestion, faites au moment de la rédaction du document qui peuvent être totalement ou partiellement non réalisées sur les marchés. Elles ne constituent pas un engagement de rentabilité et sont susceptibles d'être modifiées.

SIENNA GESTION - Membre du groupe SIENNA INVESTMENT MANAGERS - Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance au capital de 9 824 748 € - RCS : 320 921 828 Paris - N° Agrément AMF : GP 97020 en date du 13 mars 1997 - N° TVA intracommunautaire : FR 47 320 921 828 - Code APE : 6430Z - Siège social : 21 boulevard Haussmann 75009 Paris

ACHEVÉ DE RÉDIGER LE 07 NOVEMBRE 2024



Suivez nos analyses



Nos actualités



Contactez-nous